Modèle à adapter n° 09-F-MOD13 - CDG 53 – (mars 2022)

**Avenant au contrat à durée \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ établi en application des dispositions de l’article \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du code général de la fonction publique**

***ENTRE :***

*............................................................................................ (dénomination exacte de l'établissement concerné) représenté(e) par son Président et dûment habilité par délibération du ................................................................ (indiquer l'organe délibérant) en date du .................................... ci-après désigné(e) "l'établissement employeur”,*

***ET :***

*(Mme, Mlle, M.) ..................................................... (nom, prénom)*

*……………………………….….……………….. (adresse)*

*……………………………………………………. (localité)*

*ci-après désigné(e) "le co-contractant".*

*Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L712-1 et L714-4*

*Vu la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021, notamment son article 48,*

*Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*

# *Vu le décret n°2020-1152 du 19 septembre 2020 relatif au versement d'un complément de traitement indiciaire à certains agents publics modifié par le décret n° 2021-166 du 16 février 2021 étendant le bénéfice du complément de traitement indiciaire à certains agents publics en application de l’article 48 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021,*

*Vu le contrat à durée ………… en date du ……. recrutant Madame/Monsieur………………… en qualité de …………….. contractuel (emploi), pour la période du ………….. au ………………,*

*Vu le budget du CCAS ou du CIAS ou de l’établissement,*

*Considérant que* *M./Mme …… (nom - prénom), …. contractuel (emploi), relève du cadre d’emplois des ……………. et exerce ses fonctions au sein des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,*

Il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1er :** L’article n° …….. relatif à la rémunération du contrat en date du ………. est complété comme suit :

« À cette rémunération s’ajoute :

* Une indemnité équivalente au complément de traitement indiciaire correspondant à 24 points d’indice majoré après déduction des cotisations salariales et des prélèvements sociaux pour les mois de septembre, octobre et novembre 2020
* Une indemnité équivalente au complément de traitement indiciaire correspondant à 49 points d’indice majoré après déduction des cotisations salariales et des prélèvements sociaux à compter du 1er décembre 2020.

Cette indemnité sera versée mensuellement.

Le montant brut de l’indemnité suit l'évolution de la valeur du point d'indice.

Il sera réduit, le cas échéant, dans les mêmes proportions que le traitement (en cas de temps non complet, temps partiel ou de congé de maladie à demi-traitement).

**ARTICLE 2 :** Les autres dispositions du contrat restent inchangées.

**ARTICLE 3 :** Le présent contrat peut faire l’objet d’un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes – 6 Allée de l’Ile Gloriette 44041 NANTES Cedex - dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait en double exemplaire à ………………, le ……………………

 **LE COCONTRACTANT LE PRÉSIDENT,**

 Le ………………………..